

PROTOCOLE D'ACCORD

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La **Ville de Grasse**, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du ,

D'UNE PART

ET

La Copropriété du 11/13 rue Jean Ossola à GRASSE, représentée par son syndic en exercice, le cabinet Azur Home Management, dûment autorisé par une décision de l'assemblée générale des copropriétaires en date du

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Un immeuble situé impasse des lièvres a fait l'objet en 1983 d'une procédure de péril. Face à l'inaction des propriétaires, la municipalité a racheté les différents appartements puis fait procéder à la démolition de l'immeuble en 1989. A cette occasion, la façade nord de l'immeuble situé 11/13 rue Jean Ossola a été mise à nue et abîmée par les travaux. La Ville de Grasse a indiqué à la copropriété prendre en charge financièrement la réfection de la façade.

Néanmoins, ceci n'a pu être mené à terme en raison du souhait de certains propriétaires de créer des fenêtres.

Suite à une procédure d'édifice menaçant ruine touchant notamment les façades cette fois-ci de la copropriété du 11/13 rue Jean Ossola, ladite copropriété a achevé le ravalement de son immeuble.

Il est proposé comme cela avait été envisagé initialement de prendre en charge le coût afférent à la façade sud de la copropriété du 11/13 rue Jean Ossola pour un montant de 19 176, 24 euros conformément au devis joint au présent.

La copropriété s'estime dès lors entièrement satisfaite dans sa demande et s'engage à n'engager aucun recours concernant l'état antérieur de la façade nord de son immeuble

Il est donc convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : La Ville s'engage à verser la somme de 19 176,24 euros correspondant à la rénovation de la façade arrière de l'immeuble situé 11/13 impasse des Lièvres, cadastrée BH 67.

ARTICLE 2 : La copropriété s'estime entièrement satisfaite de sa demande de prise en charge de la rénovation de la façade arrière de son immeuble et s'engage à n'intenter aucun recours à son propos.

ARTICLE 3 : Les parties reconnaissent, conformément aux dispositions de l'article 1134 du code civil, que le présent accord vaut transaction aux sens des dispositions des articles 1244 et suivants du code civil.

En conséquence, le protocole règle définitivement et sans réserve, tout litige né ou à naître et emporte renonciation à tout droit, action ou prétention de ce chef et a, entre les parties, conformément à l'article 2052 du code civil, l'autorité de la chose jugée.

Les parties reconnaissent avoir été informées que, conformément au décret du 28 décembre 1998, la plus diligente d'entre elles pourrait solliciter à ce qu'il soit conféré force exécutoire au présent protocole.

Elles reconnaissent que leur consentement à la présente transaction n'est point vicié, ni fait sous la contrainte, qu'elles ont connaissance de la nature et de la portée du présent acte.

Fait à

Le

En quatre exemplaires

(Faire procéder la signature de la mention manuscrite « Lu et Approuvé, Bon pour transaction »)

Pour la Copropriété,
Son Syndic

Pour la Ville,